

# Construction du nouvel hôpital Saint-Jacques

## Les Andelys

Maître d'ouvrage



**Centre Hospitalier Saint Jacques**

Quai Enguerrand de Marigny  
BP 508  
27705 LES ANDELYS Cedex

Maîtrise d'œuvre

**ARCHITECTES**

**AD QUATIO architectes**

**JM DUFOUR**

129 rue de Turenne  
75003 PARIS

☎ 01.42.77.26.92

[adquatio@orange.fr](mailto:adquatio@orange.fr)

**ECONOMISTE**



10, avenue du Val de Fontenay  
94134 FONTENAY S/S BOIS Cedex

☎ 01.49.74.12.80

[economie.etudes@faceagroup.com](mailto:economie.etudes@faceagroup.com)

**BET STRUCTURE/FLUIDES**



11 rue Jacques Monod  
76130 MONT ST AIGNAN

☎ 01.56.69.34.80

[nathalie.maurice@oteis.fr](mailto:nathalie.maurice@oteis.fr)

**ENERGIE & HQE**



62 rue du Bolliet  
73230 SAINT-ALBAN-LEYSSE

☎ 04.79.75.00.29

[clara.spitz@oteis.fr](mailto:clara.spitz@oteis.fr)

## Charte chantier vert

**Annexe 1 CCTC**

**DCE**

**Novembre 2019**

*Edité le 16/10/2019*

<b>I. Préambule.....</b>	<b>3</b>
<b>II. La démarche environnementale : HQE.....</b>	<b>4</b>
II.1. PRINCIPE DE LA DEMARCHE HQE® .....	4
II.2. LES 14 CIBLES DE LA DEMARCHE HQE® .....	4
II.3. LE PROFIL VISE SUR L'OPERATION .....	6
<b>III. Les objectifs de la charte de chantier à faibles nuisances.....</b>	<b>7</b>
<b>IV. Gestion et organisation du chantier.....</b>	<b>8</b>
IV.1. LES INTERVENANTS DU CHANTIER .....	8
IV.2. DÉFINITION DES ROLES.....	8
1) ENTREPRISE RESPONSABLE DE LA GESTION DU CHANTIER VERT .....	8
2) MAITRE D'ŒUVRE OTEIS CHAMBERY .....	10
3) RESPONSABLES ENVIRONNEMENT ENTREPRISE .....	11
IV.3. ORGANISATION DES INSTALLATIONS DU CHANTIER.....	12
1) LE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC) .....	12
2) LA BASE DE VIE .....	13
3) CAHIER DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES .....	13
IV.4. REDUCTION DES NUISANCES ET POLLUTIONS .....	14
1) MAITRISE DES NUISANCES ACOUSTIQUES ENGENDREES PAR LE CHANTIER.....	14
2) MAITRISE DES NUISANCES VISUELLES ENGENDREES PAR LE CHANTIER.....	15
3) PERTURBATION DU TRAFIC .....	15
4) REJET DANS LE SOL ET DANS L'EAU .....	16
5) REJET DANS L'AIR .....	17
IV.5. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	18
1) REDUCTION DES QUANTITES DE DECHETS PRODUITS ET VALORISATION.....	18
2) TRAÇABILITE DES DECHETS DE CHANTIER.....	19
3) IDENTIFICATION DES INSTALLATIONS LOCALES DE TRAITEMENT .....	20
<b>V. Réduction des consommations d'eau et d'énergie &amp; Bilan des émissions CO<sub>2</sub>... 25</b>	<b>25</b>
<b>VII. Démarches d'information.....</b>	<b>27</b>
VII.1. INFORMATION ET RELATIONS AVEC LES RIVERAINS .....	27
VII.2. FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER.....	27
<b>VIII. Rappel sur les matériaux .....</b>	<b>28</b>
<b>IX. tableaux de bord a constituer par Le responsable chantier à faibles nuisances 29</b>	<b>29</b>
<b>X. Points spécifiques des démarches de certification.....</b>	<b>30</b>
<b>XI. Penalités et Visa de la charte de chantier à faibles nuisances .....</b>	<b>31</b>
<b>XII. Annexes.....</b>	<b>32</b>
XII.1. NOTIONS UTILES CONCERNANT LES DECHETS .....	32
XII.2. RECAPITULATIF : TYPE DECHETS / FILIERES D'ELIMINATION .....	33
XII.3. MODELE DE FICHE D'ACCEPTATION PRODUIT .....	36
XII.4. BORDEREAU TYPE DE SUIVI DE DECHETS.....	37
XII.5. SIGNATURE DE LA CHARTE DE CHANTIER .....	38
XII.6. HQE : CIBLE 3 : CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTALE.....	39

## I. PREAMBULE

---

Ce document est rédigé par OTEIS et décrit les exigences relatives à l'organisation d'un « Chantier vert », dans le cadre de la certification "NF Bâtiment tertiaire – HQE®" engagées par le Maître d'Ouvrage sur l'opération du centre hospitalier Saint- Jacques Les Andelys. Un chantier à faibles impacts va tendre à limiter les nuisances environnementales engendrées tant vers toutes les composantes physiques du site (air, sol, eau) que vers le voisinage du chantier et vers le personnel de chantier.

Le présent document a pour objet la définition de la charte chantier faibles nuisances. Il définit le rôle et les devoirs :

- de l'entreprise en charge de la gestion du chantier faibles nuisances,
- de toutes les entreprises du chantier.

Elle fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux.

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception du bâtiment.

L'engagement des signataires de la présente charte traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un nombre d'exigences concernant :

- L'information des riverains ;
- La formation et l'information du personnel ;
- La protection des compagnons ;
- L'organisation du chantier
- La protection de la faune et de la flore
- La gestion des produits dangereux ;
- La gestion des déchets ;
- La gestion des nuisances et pollutions du chantier
  - Le bruit ;
  - Les pollutions potentielles du sol, de l'eau et de l'air ;
  - La pollution visuelle ;
  - Les perturbations du trafic ;
- Les économies de ressources

Certaines de ces exigences sont la traduction de la réglementation en vigueur; d'autres traduisent la volonté du Maître d'Ouvrage que cette réalisation soit menée dans le cadre d'une démarche Environnementale.

## II. LA DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE : HQE

---

Le Maître d'Ouvrage a intégré la **certification environnementale HQE® - NF Bâtiments Tertiaires - démarche HQE neuf du référentiel Etablissement de Santé (applicable au 01 septembre 2017)** dès le début de la phase de conception du projet et a établi des objectifs pour chaque thème.

### II.1. PRINCIPE DE LA DEMARCHE HQE®

La démarche de Haute Qualité Environnementale est une traduction dans le secteur du bâtiment d'une approche plus globale définie par le terme de « développement durable ». Elle est le fruit d'une collaboration entre l'association HQE et Certivéa (issu du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)), qui a été validée en janvier 2005 par l'AFNOR, avec la création de la certification "NF Bâtiment tertiaire – HQE®".

La démarche HQE® se veut transversale : les solutions mises en œuvre pour l'opération de construction doivent être optimisées aussi bien d'un point de vue technique et environnemental, qu'économique. Elle doit intégrer une réflexion globale qui anticipe le fonctionnement du bâtiment en exploitation, ses évolutions, ainsi que sa déconstruction.

Cette démarche transversale s'articule aujourd'hui autour de deux thèmes, d'importance équivalente, et qui ont la particularité de faire participer tous les intervenants :

- **Le premier thème concerne la partie technique.** Le référentiel émis par Certivéa, entré en application en août 2006, donne pour les 14 cibles présentées plus loin, des indicateurs permettant d'évaluer les performances environnementales du bâtiment considéré. Pour chaque cible, et suivant la hiérarchisation des enjeux environnementaux choisis par le Maître d'Ouvrage, les choix techniques, organisationnels et fonctionnels doivent respecter les objectifs fixés.
- **Le deuxième thème, concerne la mise en place d'un système de management d'opération environnemental (SMO)** pour évaluer le management environnemental mis en œuvre par le maître d'ouvrage. La mise en œuvre d'un Système de Management d'Opération permet de définir la Qualité Environnementale visée pour le bâtiment et d'organiser l'opération pour l'atteindre, tout en maîtrisant l'ensemble des processus opérationnels liés à la programmation, la conception et la réalisation de l'ouvrage.

### II.2. LES 14 CIBLES DE LA DEMARCHE HQE®

La Qualité Environnementale du Bâtiment (QEB) est structurée selon un profil de 14 cibles, organisées de la manière suivante :

<b>ÉCO - CONSTRUCTION</b>	<b>01</b>	<b>Relation du bâtiment avec son environnement immédiat</b>
---------------------------	-----------	---

	02	Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction
	03	Chantier à faible impact environnemental
	04	Gestion de l'énergie
ÉCO - GESTION	05	Gestion de l'eau
	06	Gestion des déchets d'activité
	07	Maintenance – Pérennité des performances environnementales
CONFORT	08	Confort hygrothermique
	09	Confort acoustique
	10	Confort visuel
	11	Confort olfactif
SANTÉ	12	Qualité sanitaire des espaces
	13	Qualité sanitaire de l'air
	14	Qualité sanitaire de l'eau

Trois niveaux de performance peuvent être atteints pour chacune de ces cibles. Ils se définissent comme suit :

- **Niveau BASE** (noté B), correspond au niveau réglementaire, s'il existe, ou à la pratique courante ;
- **Niveau PERFORMANT** (noté P), correspond à des performances allant au-delà de la pratique courante ;
- **Niveau TRÈS PERFORMANT** (noté TP), est calibré par rapport aux performances maximales constatées dans les opérations à haute qualité environnementale, tout en veillant à ce qu'il reste atteignable.

Pour obtenir la certification d'opération HQE® pour son projet, le Maître d'Ouvrage doit choisir, parmi les 14 cibles de QEB :

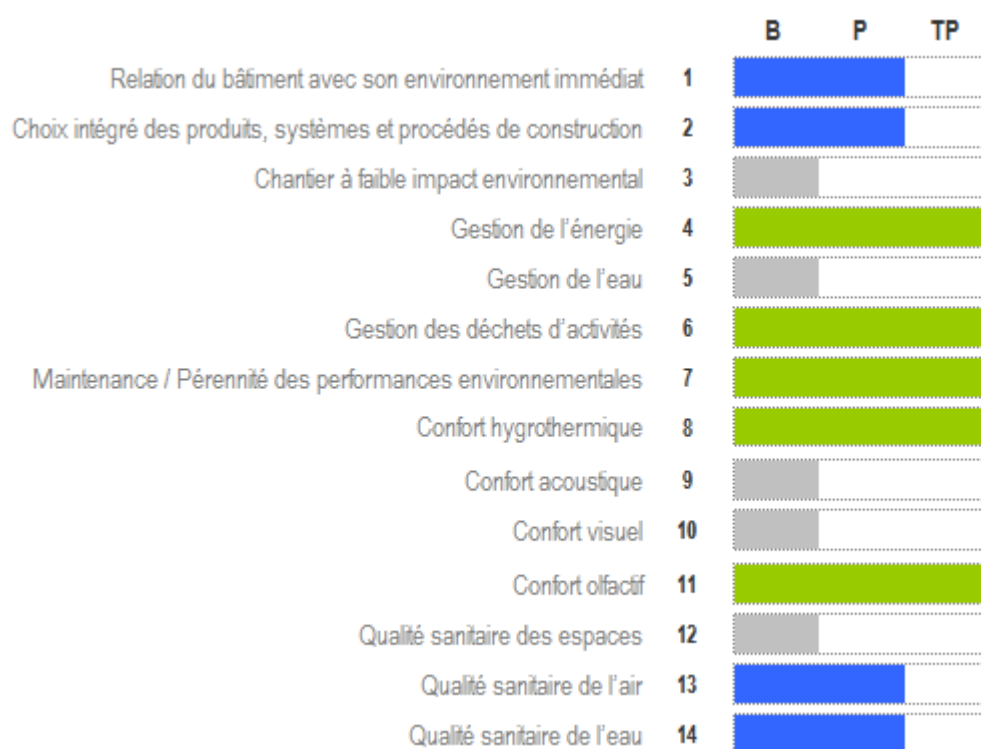
- **au moins 3 cibles devant répondre aux exigences du niveau Très Performant,**
- **au moins 4 devant répondre à celles du niveau Performant.**

Les cibles restantes, 7 au plus, doivent répondre aux exigences du niveau Base.

## II.3. LE PROFIL VISE SUR L'OPERATION

Afin d'affirmer ses exigences environnementales, le Maître d'Ouvrage a choisi de manière réfléchie un profil sur la totalité de l'opération, pour refléter ses objectifs et de les adapter aux contraintes du site dans ce domaine.

Le profil mis en valeur sur cette opération est le suivant :



Ce profil respecte bien les objectifs généraux de la Maîtrise d'Ouvrage en matière environnementale, il est issu d'un processus finalisé durant la phase de dépôt du Permis de Construire de l'opération.

### III. LES OBJECTIFS DE LA CHARTE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

---

Tout chantier génère des effets néfastes sur l'environnement. Le but d'un chantier à faibles nuisances ou « propre » est donc de limiter ces effets. Le Maître d'Ouvrage a retenu la cible 3 "Chantier à faible impact environnemental" comme cible à traiter en Base ; ses principaux objectifs sont les suivants :

- Limiter les **nuisances causées aux riverains** : poussières, boues, bruits, perturbation de la circulation, gêne pour le stationnement des riverains, etc.,
- Limiter les **risques pour la santé** du personnel de chantier,
- Limiter la **quantité de déchets générés** par le chantier et mettre en place un système de gestion efficace pour favoriser leur **valorisation**,
- Limiter les **risques de pollution de la parcelle** et des environs : émissions polluantes dans l'eau, l'air, déchets liquides, etc.,
- Limiter les **consommations en eau et en énergie**.
- Limiter les **émissions de CO<sub>2</sub>** associées au chantier
- Limiter les risques liés à l'impact sanitaire

**Pour la cible 3, « Chantier à faible impact environnemental », l'opération est engagée sur l'atteinte du niveau Base**

La description de la cible 3 est en annexe avec la justification de toutes les sous cibles et le niveau visé pour chaque sous cible.

La sous cible qui est d'assurer la **destination de tous les déchets** sera traitée au niveau **très performant** pour cela il y aura 100 % de bordereau de suivi des déchets pour tous les déchets non réglementés. Toutes les autres sous cibles seront de niveau base.

## IV. GESTION ET ORGANISATION DU CHANTIER

---

Ce cahier des charges concerne tous les intervenants du chantier de l'opération du Centre hospitalier Saint Jacques les Andelys.

### IV.1. LES INTERVENANTS DU CHANTIER

La gestion et l'organisation du chantier à faibles nuisances sera menée par **l'entreprise du lot GO**, *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* dès le début des travaux.

Un *Responsable Environnement* pour chaque entreprise, représentante de son lot, sera également désigné.

Les acteurs sur l'opération sont les suivants :

- **MAITRISE D'OUVRAGE** : CH SAINT JACQUES LES ANDELYS
- **AMO** : SOCOFIT SAS M. SAVIN
- **Architectes** : AD QUATIO
- **Economiste** : TOHIER
- **Fluides** : OTEIS Rouen
- **HQE** : OTEIS Chambéry et responsable du SMO

### IV.2. DÉFINITION DES ROLES

#### 1) Entreprise responsable de la gestion du chantier vert

Le gestionnaire du chantier faibles nuisances, aura à sa charge la gestion du compte prorata sur cette opération, et devra désigner un responsable unique. Dans la suite de ce document, cette personne sera définie comme le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances*. Celui-ci sera chargé de la mise à disposition des bennes et conteneurs destinés à recueillir les déchets triés, ainsi que tous les transports et manutentions diverses.

Le mode de dévolution du marché en lots séparés induit une structuration de la gestion des déchets basées sur :

- Une convention ***prorata spécifique déchets***, proportionnelle à la quantité et au coût de traitement des déchets produits et non au montant du marché. La clef de répartition est donc différente de celle du compte prorata.
- Une logique méthodologique dans le temps selon la phase du projet
  - Évaluation de la quantité des déchets pendant la phase préparatoire du chantier
  - Suivi de la gestion des déchets durant le chantier
  - Mesure, bilan et confirmation de la bonne gestion des déchets en fin de chantier



*Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances* ayant en charge la gestion du chantier faible impact peut :

- assumer cette gestion des déchets en laissant plus ou moins de responsabilité aux entreprises
- réaliser la prise en charge de manière externalisée.

**NOTA IMPORTANT : Toutes les entreprises sont responsables individuellement du nettoyage de leur poste de travail et des zones de travaux dans le bâtiment. Elles sont également responsables de leurs déchets jusqu'à la zone de tri et leur tri dans les bennes adéquates.**

L'entreprise en charge du chantier faibles nuisances n'est en aucun cas missionnée pour effectuer la collecte des déchets sur les zones et postes de travail.

En complément des prestations décrites ci-après, le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* aura à prévoir :

En phase préparation de chantier, il doit assurer les tâches suivantes :

- Réaliser le PAE (« Plan Assurance Environnement »);
- Veiller à la cohérence entre les PAE et les PPSPS des éventuels sous-traitants
- Concevoir et assurer la reproduction du livret de chantier à faibles nuisances ;

En phase travaux, sa mission comprendra :

- S'assurer du respect de la Charte à tous les stades de l'avancement du chantier ;
- Vérifier l'application du PAE sur le chantier (respect des consignes sur le tri des déchets, le bruit, les envois de poussière, les circulations...);
- Préparer et animer des réunions de sensibilisation/formation avec les entreprises sur le sujet Qualité Environnementale du chantier (1 par mois minimum) ;
- La mise en place d'une logistique de tri, par une signalisation appropriée ;
- La mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- La recherche des filières permettant un maximum de valorisation et de recyclage des déchets collectés sur le chantier ;
- La gestion des déchets sur le site (collecte, contrôle, tri et évacuation) ;
- La tenue des bordereaux de suivi des déchets et leur transmission au Maître d'œuvre avec un bilan trimestriel sur la gestion des déchets et toute facture (émise ou payée) relative à la gestion des déchets ;
- Veiller tout particulièrement à ce que tout brûlage sur le chantier soit interdit (conformément à la réglementation) ;

- La mise en place de la zone de lavage des engins de chantier;
- La mise à disposition des kits de dé-pollution et leur maintenance ;
- Prévoir le bâchage des camions d'évacuation des déchets ;
- La tenue à jour d'un carnet de bord du chantier à faibles nuisances.

En fin de chantier, il fournira un bilan global chantier à faibles nuisances :

- Les volumes de déchets traités par type de déchets et leur destination;
- La quantité de rotations de camions, de bennes ou de tout autre contenant par type de déchet et la fréquence de rotations rapportée sur le planning d'exécution;
- Le taux de déchets valorisés par type (exprimé en % de la masse totale) et le coût total d'élimination ou de valorisation ;
- Un bilan sur les consommations du chantier en eau et électricité et un comparatif avec d'autres chantiers similaires.

#### **Cahier de bord :**

Dans le cahier de bord figurera le suivi de la gestion des déchets (quantités et volumes produits par type de déchets, dates d'enlèvement correspondantes, incidents de tri signalés), ainsi qu'en annexe, les bordereaux d'enlèvement des déchets dûment complétés. Le cahier de bord fait l'objet de notes de synthèse écrites transmises une fois par mois à OTEIS en préparation de la revue tous les 1.5 mois de la HQE de l'opération.

#### **Livret d'accueil de chantier à faibles nuisances des entreprises :**

L'entreprise désignée, responsable de la mise en place du chantier à faibles nuisances présentera dans le livret d'accueil, les méthodes, les moyens de contrôle et les actions qu'elle mettra en œuvre pour s'assurer de la qualité environnementale sur le chantier, en limiter les impacts et réduire les risques de pollution, conformément aux dispositions de la présente charte.

Ce document sera élaboré avant tous travaux, en phase préparation du chantier et remis à OTEIS ainsi qu'au maître d'œuvre pour approbation.

Le Livret d'accueil de Chantier à faibles nuisances sera ensuite remis à chaque ouvrier.

## **2) MAÎTRE D'ŒUVRE OTEIS Chambéry**

OTEIS à la mission suivante :

- Vérification lors de la mise en place du chantier, et lors des visites hebdomadaires du respect de la Charte « Chantier à faibles nuisances »

- Fréquence des réunions HQE : 1 tous les 1.5 mois et compte rendu
- Suivi des rapports fournis par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances ;
- Proposer, au maître d'ouvrage, l'application de pénalités, dans le cadre prévu par le CCAP, en fonction de l'inobservation des exigences de la Charte.
- Vérification de la bonne gestion de ces bordereaux ;
- Définition avec le Responsable Chantier à Faibles Nuisances de la formation qui sera effectuée auprès des ouvriers ;
- Contrôle des rapports et bilans déchets fournis par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances ;
- La responsabilité du SMO pour le chantier qui est principalement :
  - D'établir une stratégie de communication bidirectionnelle envers les riverains et le personnel de chantier. Définition avec le maître d'ouvrage de la campagne d'information des riverains et des modes de communication (affiches, bulletin, boîte de réclamation, boîte à suggestion) ;
  - La capitalisation de l'expérience du chantier (analyse des retours de bordereaux déchets, analyse des plaintes de riverains et du personnel de chantier, etc.)

### 3) Responsables Environnement Entreprise

Pour chaque entreprise un responsable environnement sera désigné afin d'avoir un interlocuteur unique sur le sujet environnemental.

Chaque entreprise remettra un plan de ses prescriptions environnementales lors de la préparation du chantier et, en tous cas, **avant tous travaux** à OTEIS.

Ces documents contiennent le **Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED)** et la description de la gestion des autres nuisances. Sa structure, laissée au choix de l'entreprise, devra décrire les procédures, les moyens de contrôle et les actions que l'entreprise mettra en œuvre pour limiter les impacts et réduire les risques de l'activité du chantier sur l'environnement, conformément aux dispositions du présent document.

Toutefois, il contiendra à minima les chapitres suivants :

- Liste des déchets que l'entreprise va produire avec quantification en masse par nature de déchets ;
- Classement suivant les tris qu'elle envisage et indication de périodes de fortes productions de ces déchets ;
- Besoins de zones de tri et de stockage à proximité des postes de travail en indiquant les moyens nécessaires envisagés et les périodes concernées ;
- Organisation du tri et du transport des déchets produits par l'entreprise jusqu'à la plateforme de tri et de stockage des déchets du chantier ;
- Actions pour limiter les déchets ;

- Actions pour limiter les nuisances dues au chantier, notamment le bruit, les poussières et les boues ;
- Indications, consignes de tri, informations, formations proposées à ses ouvriers, concernant la gestion des déchets et des nuisances dues au chantier ;
- Moyens de contrôle.

### IV.3. ORGANISATION DES INSTALLATIONS DU CHANTIER

#### 1) Le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Le plan d'installation devra être établi et affiché à l'entrée du chantier. Réalisé par l'entreprise adjudicatrice, il devra prévoir l'utilisation optimale de la parcelle et délimiter les zones suivantes :

- La voirie provisoire de chantier et les zones de propreté en pied des façades,
- **La zone de tri avec les différentes bennes,**
- Les zones de propreté autour du bâtiment,
- Les zones de stockages et livraisons,
- La base vie,
- Les parkings,
- **La zone de lavage,**
- Les branchements aux réseaux.

Afin d'assurer une organisation optimale des travaux, l'installation du chantier, bâches et panneaux de signalisation nécessaires devra être soignée.

Des accès surs et appropriés autour du chantier doivent être mis en place. Cela doit être vérifié notamment par la mise en place d'un espace intérieur attribué pour le stationnement des véhicules. Dans le cas où cette mesure est impossible, rechercher des places de parking à proximité du chantier pour les véhicules du personnel sans provoquer de gênes pour la circulation. **Le pont et la place à proximité de l'entrée du chantier fait partie du domaine public, une attention particulière devra être portée afin de rendre en l'état à la suite du chantier cet espace public.** Un constat de l'état des voiries et de l'environnement du chantier, avant et après travaux est effectué par constat d'huissier à la charge de l'entreprise du lot GO. L'entrepreneur du lot GO doit une remise en état générale des lieux et abords après travaux, réfection des enrobés, pavages, bordures, espaces verts, mobiliers urbains, etc.

Les entrées et sorties du chantier sont bien indiquées et elles sont claires pour que les conducteurs de camion/livraison et d'autres visiteurs puissent les voir. Les échafaudages sont bien maintenus.

Tous les accès sont propres, sans boues, sûrs et libres d'accès.

Prévoir des espaces adéquats sur le chantier dédié au stockage du matériel et des équipements pour éviter les dommages, vols et les protéger des intempéries. Localiser ces espaces sur les plans d'installation de chantier au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Lors de l'entreposage des gaines de matériaux, ces derniers devront être filmés, et à l'abri des intempéries pour éviter toutes introductions de particules qui pourraient être relargués lors de l'utilisation des systèmes de ventilations.

Ces actions préliminaires sont essentielles pour garantir une gestion efficace des enjeux environnementaux par les entreprises intervenantes sur le chantier.

Le plan d'installation devra être validé par OPC, la maîtrise d'œuvre et le CSPS.

## 2) La base de vie

La gestion de la base vie se fera dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel seront prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.

Des WC, douches et vestiaires équipées de casiers seront disponibles dès le début du chantier, de façon distinguée entre les hommes, les femmes. Cette zone ne devra pas être visible du public.

Les WC et les douches seront installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalow. Les planchers des locaux seront étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes seront raccordées au système d'assainissement et devront respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

Une zone fumeur est dédiée sur le chantier et ne devra pas être visible du public.

Les rejets des eaux sanitaires seront raccordés au réseau existant ou traités sur site par des installations autonomes.

## 3) Cahier de chantier à faibles nuisances

Il est tenu, sur le chantier, un Cahier de Chantier à Faibles Nuisances sur lequel sont enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* inscrit des instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par voie différente.

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance très régulièrement, et au moins à l'occasion de chaque rendez-vous de chantier (la réunion chantier à faibles nuisances a lieu tous les 1.5 mois), des indications portées sur ledit cahier et d'y apposer leur signature.

Les inscriptions portées par la Maîtrise d'Œuvre sur le Cahier de Chantier à Faibles Nuisances valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant être donnée à la diligence du chef de chantier.

Le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* a obligation de synthétiser dans ce cahier l'historique hebdomadaire environnemental du chantier et les moyens mis en œuvre afin de respecter les enjeux et données établis avec AD QUATIO et OTEIS en phase de préparation. La fourniture, la tenue, la mise à disposition et la bonne conservation du Cahier de Chantier à Faibles Nuisances incombe au *Responsable Chantier à Faibles Nuisances*.

Le Cahier de Chantier à Faibles Nuisances sera tenu à jour tout au long du chantier. Il comportera l'ensemble des informations justifiant les engagements de l'entreprise concernant la Charte de Chantier à Faibles Nuisances:

Il comportera notamment :

- Les coordonnées du Responsable Chantier à Faibles Nuisances désigné et de la MOE
- La liste des *Responsables Environnement Entreprise* de chaque sous-traitant ;
- La liste des mesures prises pour l'information des riverains, la formation et l'information du personnel, les produits dangereux, la gestion des déchets, le bruit, les pollutions potentielles du sol, de l'eau, de l'air, la pollution visuelle, les perturbations du trafic résumées dans le plan d'intervention remise par l'entreprise suite à l'appel d'offre.
- Les bordereaux de suivi des déchets ;
- **Un justificatif d'acceptation des bennes dans les centres de tri.** Donner le nombre de bennes sorties du chantier et le nombre de bennes acceptées en centre de tri (Rappel, l'objectif est d'aboutir à moins de 5% de bennes refusées ou déclassées). Les déchets de plâtre et de verre seront traités comme des DIB ;
- Un tableau quantitatif des déchets produits et valorisés (au moins 50 % de la masse totale des déchets devra être valorisé dans des **filières locales**) ;
- Des photos justifiant le bon tri des déchets sur le site
- Un plan d'implantation des bacs de rétention prévus sur le chantier (sous le stockage des produits dangereux)
- Un plan d'implantation des bacs de décantation
- Des relevés de consommations d'eau et d'énergie du chantier (baraquements et chantier) mensuels ainsi qu'un descriptif des mesures prises pour réduire ces consommations (horloge sur compteur pour couper l'électricité la nuit, électrovanne sur réseau d'eau, actions de sensibilisation des ouvriers,...)
- La justification de l'installation d'un kit anti-pollution ou tapis buvards (prévus en cas de déversements de produits dangereux sur le chantier)
- Le suivi de la comptabilisation des émissions de CO<sub>2</sub> résultant des activités du chantier et des transports entrant et sortant du chantier par entreprises.
- L'ensemble des tableaux de bord présentés au IX de la présente charte

## IV.4. REDUCTION DES NUISANCES ET POLLUTIONS

Les Entreprises ne pourront commencer la mise en œuvre d'une ou plusieurs installations ou ouvrages sans avoir reçu l'ordre et surtout sans avoir répondu aux points cités ci-dessous. Il devra solliciter cet ordre en temps utile selon le déroulement du planning d'exécution. En ne se soumettant pas à cette clause, il risquerait de se voir refuser avant ou après leur pose, les éléments incriminés.

### 1) Maîtrise des nuisances acoustiques engendrées par le chantier

La phase d'exécution des travaux permet de mettre en œuvre les dispositions prises pendant la préparation de chantier. Tout le long de l'exécution de l'ouvrage, le suivi et l'exécution des mesures suivantes devront être intégrées par toutes les entreprises :

- Fermer le bâtiment, grâce aux menuiseries extérieures définitives, le plus tôt possible
- Gérer le trafic et les horaires de livraison du chantier en fonction des contraintes acoustiques environnantes,

- Utiliser les engins et matériels les plus bruyants dans les mêmes créneaux horaires et dans les lieux les plus éloignés des limites du chantier,
- Utiliser les protections auditives,
- Utiliser les engins et matériels insonorisés faisant l'objet d'une homologation et conforme à la réglementation en vigueur,
- Éviter les travaux de reprise, source de bruit par une exécution soignée,
- En cas de plaintes extérieures sur le sujet, des mesures complémentaires pourront être réclamées (changement de matériels, mise en place de suivi de mesures acoustiques etc.)

Des contrôles des niveaux de bruit par sonomètre pourront être réalisés sur le chantier et / ou en périphérie de celui-ci pour contrôler les niveaux sonores générés par les activités de chantier.

Les entreprises doivent prendre en compte ces éventualités et déclarent accepter les arbitrages qui seront issus de ces mesures acoustiques et les règles qui seront imposées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Pour les périodes de bruit prévisible, une discussion pourra avoir lieu en réunion avec les usagers pour déterminer les périodes les moins gênantes.

## 2) Maîtrise des nuisances visuelles engendrées par le chantier

Chaque entreprise pour son lot respectif s'engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental :

- Propreté de la voie publique aux abords du chantier ;
- Clôture entourant le chantier ouvert sur la voie publique assurant une protection et une interdiction d'accès à toute personne étrangère au public ;
- Nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès ;
- Nettoyage des roues de camion avant leur sortie du chantier ;
- Les voies de circulation et d'accès extérieures seront humidifiées, lorsque cela est nécessaire afin d'éviter la poussière. Ces voies seront nettoyées régulièrement afin de faciliter la circulation.
- Les matériaux stockés seront empilés et couverts ;

Le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* collecte les remarques émanant de personnes extérieures au chantier et veillera à ce que les réclamations soient limitées.

## 3) Perturbation du trafic

Les entreprises devront s'assurer que les voies de circulations et les zones de stationnement, parkings et livraisons prévues respectent les exigences réglementaires et administratives. Elle devra adapter les accès chantier en conséquence.

Chaque représentant par lots respectifs prendra toutes les mesures nécessaires, tant auprès des autorités locales, des concessionnaires que des usagers, visant à assurer que leurs travaux (y compris rotation des bennes à déchets) n'induisent pas de perturbations sur les trafics routiers, piétons ou cyclistes.

Les panneaux routiers qui seraient obturés ou supprimés devront être remplacés.

Les entreprises veilleront à faire respecter les plans de circulation mis en place.

#### 4) Rejet dans le sol et dans l'eau

**Tolérance zéro sur le rejet au et dans le sol : Il est d'autant plus nécessaire d'accorder une grande vigilance au rejet au et dans le sol, que le terrain est bordé par le ru (une pluie peut entraîner par ruissellement ou lixiviation les eaux polluées dans le ru).**

##### Nature des huiles utilisées :

- Utiliser des huiles de décoffrage peu polluantes. De nombreuses huiles végétales présentent un taux élevé de biodégradabilité de leur partie non volatile et améliorent les conditions de travail du personnel de chantier en matière d'odeur et de toxicité.

Chaque représentant pour son lot veillera à fournir, avant toute utilisation, toutes les documentations nécessaires (fiches techniques, ...) des huiles utilisées à OTEIS pour avis.

##### Récupération et stockage des déchets :

- Veiller à l'étiquetage réglementaire des cuves, fûts, bidons et pots.
- Identifier les zones de stockage de produits potentiellement polluants (nature, volume, emplacement).
- Etancher les zones de stockage (déchets, produits potentiellement polluants) et récupérer les eaux de ruissellement et autres effluents polluants. Prévoir des systèmes de rétention et de décantation pour leur traitement (huiles de décoffrage, eaux de lavage des centrales à béton, adjuvants de béton, eaux de ruissellement polluées, etc.).
- Des bacs de rétention seront mis en place pour le stockage de liquides polluants
- Les effluents collectés devront ensuite être dirigés vers des entreprises spécialisées ou traités sur le site avant d'être rejetés dans le réseau d'eaux usées.
- Prévoir le traitement des rejets d'eaux d'exhaure le cas échéant afin de réduire les risques de pollution.

##### Traitement des eaux issues des aires de nettoyage des camions et des outils :

- Installer un bac de décantation et un déshuileur pour l'aire de lavage des engins ; indiquer et mettre à jour tous les systèmes d'absorption ou de dépollution (kit de dépollution) sur les plans d'installations de chantier.
- Utiliser des cuves à fuel à double paroi et prévoir un remplissage des engins par pompe.
- Canaliser et traiter les eaux de ruissellement ;

##### Procédure d'intervention d'urgence :

Le responsable environnement devra mettre en place une procédure d'urgence en cas de rejet accidentel susceptible d'être polluant pour l'air, l'eau, le sol ou le sous-sol:



- Mettre en place une procédure pour gérer les déversements accidentels et tenir à disposition le matériel nécessaire
- Prévoir, en cas de déversement accidentel, l'évacuation des sols souillés par des produits déversés accidentellement vers un lieu de traitement agréé. A défaut, ces sols seront placés dans la benne DIS.
- Prévoir les dispositions d'alerte en cas de rejet accidentel (personne à prévenir).
- Informer systématiquement la MOE dans les plus brefs délais.
- En cas d'affleurement de la nappe ou fond de fouille, toutes mesures et précautions devront être prises pour limiter les durées d'affleurement et assurer la protection de la nappe (emploi de matériels et matériaux inertes sans risques de contamination pour la nappe, mise en place de pompes et évacuation à définir avec le gestionnaire des réseaux avoisinants, mise en œuvre d'un dispositif de rabattement de la nappe et/ou de confinement du site chantier, respect de la réglementation «loi sur l'eau» en vigueur, etc.).

#### 5) Rejet dans l'air

Les émissions de poussières sont généralement importantes pendant le déroulement du chantier, leur origine provient de différentes sources :

- Trafic des engins par temps sec,
- Remplissage des silos à ciment,
- Percement et découpe des matériaux,
- Chantier non nettoyé.
- Les odeurs sont aussi importantes et proviennent :
  - Du brûlage des déchets qui est interdit,
  - Du carburant des engins utilisés,
  - Des matériaux mis en œuvre (bitume, colles ...),
  - Des produits utilisés (solvants, huiles ...).

Les mesures minimales suivantes seront prises par toutes les entreprises :

- Arrosage des sols poussiéreux, (voir solution d'économie d'eau)
- Nettoyage journalier des voiries et du chantier,
- Aspiration des poussières,
- Réduction des démolitions par une bonne préparation du chantier,
- Interdiction des brûlages,
- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour éviter les salissures liées au véhicules à l'extérieur du chantier (débourbeur, nettoyage au jet...)
- Intégration de ces contraintes au plan d'installation de chantier et aux procédures de mise en Œuvre.

- Note justificative à produire par toutes les entreprises
- Synthèse par la cellule de synthèse.

## IV.5. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

### 1) Réduction des quantités de déchets produits et valorisation

Avant de débiter les travaux de construction, un diagnostic complet des déchets à évacuer devra être réalisé, et la stratégie de valorisation définie. En effet, les objectifs de l'opération en termes de valorisation des déchets sont ambitieux, l'anticipation est donc nécessaire à leur atteinte.

Les entreprises devront :

- Contractualiser avec les fournisseurs des dispositifs pour limiter la quantité de déchets d'emballages sur le chantier (achat de produits en vrac, emballages consignés, ...)
- Choisir des produits, procédés et systèmes générant moins de déchets lors de la mise en œuvre (par exemple, éléments préfabriqués, ...)
- Réaliser un inventaire détaillé des matériaux et matériels à évacuer suivant les phases du chantier : localisation, estimation du poids et du volume, indication du type de déchets générés, planning d'évacuation, type et nombre de camions, personnel nécessaire.
- Rechercher les filières locales de traitement, de valorisation et de réemploi de déchets les plus adaptées. Optimiser le nombre de rotations et fournir leur planning (nombre, type et nombre de camions, distances par filière, plan de circulation)
- Réaliser un calepinage des éléments susceptibles d'en nécessiter afin de réduire les chutes
- La démarche décrite ci-dessous doit être mise en œuvre dans l'objectif d'obtenir une valorisation matière de la plus grande part des déchets. La valorisation énergétique ne doit être envisagée que dans un second temps. En particulier :
  - Une valorisation par recyclage ou récupération (« valorisation matière ») doit être recherchée pour plus de 50% en masse des déchets (par rapport à la masse totale de déchets générés).

Ce diagnostic complet sera soumis à OTEIS pour validation. Le responsable Chantier à faibles nuisances justifiera de la réalisation des objectifs par le biais d'un tableau de bord, et assurera la traçabilité par la collecte des bordereaux de suivi des déchets et des informations concernant les centres de valorisation.

Le tri sélectif doit être organisé dès l'arrivée sur le site des entreprises par le responsable Chantier à faibles nuisances. Il devra :

- Optimiser la répartition des bennes dans le cadre de la collecte sélective :
  - En fonction des quantités générées et des filières locales, définir une collecte séparée des matériaux à valoriser pour l'atteinte des objectifs de valorisation (bois non traité, du verre, de l'aluminium, de l'acier, etc.)
  - **Au minimum**, collecter séparément :
    - Les Déchets Inertes (DI) : Béton, briques, gravats, etc.
    - Les Déchets Industriels Banals (DIB) : Métaux, verres, plastiques, etc.
    - Les Déchets Dangereux (DD) : amiante, produits chimiques, huiles, etc.
    - Déchets d'emballage propres
    - Bois
    - Métaux non ferreux et ferraille
    - Plâtre
- Des poubelles en tri sélectif seront également mises à la disposition du personnel pour les déchets liés à la consommation sur le chantier et judicieusement réparties.

## 2) Traçabilité des déchets de chantier

Il est demandé que soit organisé un suivi du traitement ou de la valorisation des déchets de chantier. Le responsable Chantier à faibles nuisances devra :

- **Collecter 100 % des Bordereaux de Suivi des Déchets pour tous les déchets réglementés** (Déchets Dangereux DD, amiante, emballages, etc.) quelle que soit leur quantité.
- Collecter également 100% des Bordereaux de Suivi des Déchets pour les autres catégories de déchets (Déchets Industriels Banals DIB et Déchets Inertes DI), sur lesquels devront figurer notamment (sur le modèle de l'annexe2) :
  - La date.
  - Les lieux et type de stockage (CET II, CET III) ou les lieux et type de valorisation.
  - Les quantités et nature des matériaux stockés ou valorisés.

Pour les autres types de déchets, une attestation devra obligatoirement être délivrée pour chaque évacuation (évacuation des eaux de lavage béton, ...).

- Enregistrer (double signature) chaque benne quittant le chantier : type de déchets, quantité contenue dans la benne, direction prise par la benne.

- Enregistrer les informations concernant d'éventuels refus de bennes et prendre les mesures nécessaires pour que cela ne se reproduise pas.
- En cas de valorisation matière de déchets sur place (utilisation en ragréage, remblais de déchets inertes concassés), une traçabilité (nature, estimation de la masse, utilisation) devra être assurée.
- Collecter l'ensemble des factures.

### 3) Identification des installations locales de traitement

Le rayon de localisation des types de centre d'élimination des déchets devra se situer au plus près de la zone de chantier.

Le site <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr> est utilisé par les entreprises. Il permet d'identifier les filières de traitement par type de déchets.

## **NORMES ET REGLEMENTS**

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés et concernant la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Parmi ces textes figurent notamment la liste non exhaustive fournie ci-après

Codes de l'Environnement, de l'Urbanisme, du Travail ;

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux ;
- Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Le décret du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages industriels et commerciaux ;
- Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Circulaire du Ministère de l'Environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail ;
- Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Plan général de coordination établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, il concernera l'ensemble des intervenants.

## **CONDITIONS D'EXECUTION**

Le lot GO, gérant le compte prorata sera chargé de la mise à disposition des bennes et conteneurs destinés à recueillir les déchets triés, ainsi que tous les transports et manutentions diverses.

Le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* fournira avant le début du chantier aux différentes entreprises, ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information, plaquettes et affiches explicatives, ...) pour que le tri des déchets s'effectue correctement et suivant la réglementation en vigueur. Ces informations tiendront compte des PPE fournis par chaque entreprise. Ces éléments seront consignés dans le SOGED du chantier.

Établi en phase préparation du chantier, le SOGED doit indiquer, notamment :

- La sélection des prestataires en charge de l'élimination des déchets ;
- La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination ;
- La définition du nombre, de la nature, de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace ;
- Les dispositions adoptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes, ... ;
- L'information des compagnons sur le chantier par affiches.

Ce schéma d'organisation sera soumis au visa du MOE et du CSPS, ainsi qu'à l'avis d'OTEIS.

Le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* devra contacter tous les intervenants concernés pour accord sur le SOGED et pour la coordination.

## **DOCUMENTS A FOURNIR**

Les documents à fournir sont ceux indiqués dans la définition du rôle de chacun.

De plus, pendant l'exécution des travaux, le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* fournira à la MOE et en 2 exemplaires :

- Les bordereaux de suivi (indiquant entre autres la catégorie des déchets, la date d'enlèvement et la destination) des déchets inertes, DIB, DIS et autres, ainsi que tout justificatif de recyclage ou d'incinération afin de garder une trace écrite de l'évacuation et du mode de gestion des déchets hors du chantier (facture, bordereau de livraison, etc.) ;
- En fin de chantier, un état récapitulatif des prestations exécutées : tonnages de déchets traités par type de déchets et leur destination ;
- La quantité de rotations de bennes ou de tout autre contenant par type de déchet et la fréquence de rotations rapportée sur le planning d'exécution ;
- La quantité de déchets valorisés et le coût de valorisation.
- Un journal des déchets où seront consignés et datés :
  - Les enlèvements (quantités, catégorie, nature, destination, numéro de benne, immatriculation du camion, heure d'enlèvement, tonnage estimatif) ;
  - Les retours à la suite d'un refus du destinataire (coordonnées, motifs, heure de retour) ;
  - Les incidents de tri relevés (erreur de benne, mélange, etc.)

## **ORGANISATION DU CHANTIER**

Le représentant de chaque lot devra encourager les pratiques permettant la réduction des déchets et former leur personnel à mettre en application ces pratiques.

Elle assurera le nettoyage quotidien de l'ensemble des zones de travail, l'amenée des déchets aux lieux de stockage prévus à cet effet et le tri des déchets selon la nature des déchets suivants, au fur et à mesure des besoins et en fonction des déchets produits et de leurs quantités.

## **TYPES DE DECHETS**

### **Déchets inertes**

Bennes pour les déchets tels que :

- Terres et matériaux de terrassement non pollués
- Base ciment, mortier et béton
- Pierres, parpaings, terre cuite, céramiques, carrelages, ...
- Verre ordinaire
- Matériaux bitumineux sans goudron
- Déchets en mélange ne contenant que des inertes

Ces déchets inertes seront dirigés vers des installations de recyclage ou vers des centres de stockage de classe III.

### **Déchets Industriels Banals (DIB)**

Bennes pour les matériaux tels que :

- Bois non traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds ou créosote
- Matières plastiques, PVC, caoutchouc, polystyrène, textiles et moquettes
- Laine de verre, laine de roche (si pas de possibilité en classe III)
- Déchets en mélange ne contenant pas de déchets dangereux
- Emballages non souillés et non valorisables

Ces déchets seront triés par nature et dirigés vers des centres de recyclage, d'incinération. Les déchets non valorisables seront dirigés vers des centres de stockage de classe II.

### **Métaux**

Bennes pour les matériaux tels que :

- Alliages divers, fonte, acier
- Fer à béton, treillis soudé, armatures
- Aluminium, zinc, inox et cuivre

Ces déchets seront dirigés vers des installations de recyclage et valorisés.

### **Bois et palettes**

Une zone de stockage pour le bois et les palettes sera aménagée par le gestionnaire du chantier faibles nuisances. Les palettes seront récupérées puis valorisées auprès d'une société de récupération spécialisée. Le bois sera évacué et suivant les filières choisies, il sera valorisé ou éliminé.

### **Cartouches**

Les cartouches en plastique pour joints siliconés, d'étanchéité et autres, seront déposées dans des fûts de 200 L (métalliques ou plastiques) disposés sur la plateforme de regroupement des bennes et à chaque étage dans le bâtiment. Ces déchets ainsi stockés ne devront pas comporter de produits toxiques. Les cartouches portant un logo indiquant leur toxicité font partie des Déchets dangereux. Elles doivent être traitées comme telles.

### **Plâtre**

Bennes pour le plâtre :

- Cloisons à base de plâtre
- Carreaux de plâtre
- Tous les matériaux à base de plâtre et/ou de gypse

### **Papier – Cartons**

Bennes, en remplacement éventuel de la benne « inertes » en phase de réalisation du second œuvre pour le stockage des cartons et papiers cartons non souillés.

Ces déchets seront récupérés puis valorisés auprès d'une société de récupération.

### **Déchets dangereux**

Un conteneur étanche sera installé pour recevoir les déchets industriels spéciaux (DIS). Ces déchets confiés à des éliminateurs agréés pour l'incinération des produits dangereux seront obligatoirement accompagnés d'un Bordereau de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) obligatoire.

Nota :

Pour certains déchets particuliers, par exemple DIS ou déchets à base de plâtre, on pourra laisser à l'entreprise la possibilité de gérer ses déchets individuellement, sous réserve de justifier d'une filière d'élimination réglementaire. Une telle disposition devra figurer au SOGED.

### **Déchets organiques**

Les déchets d'origine alimentaire dus à la présence des compagnons sur le chantier feront l'objet d'une collecte sélective.

### **Verre alimentaire**

Container type collecte municipale du verre, collecte municipale après accord de la Ville.

Il peut être fait appel à la collecte municipale après accord de la municipalité.

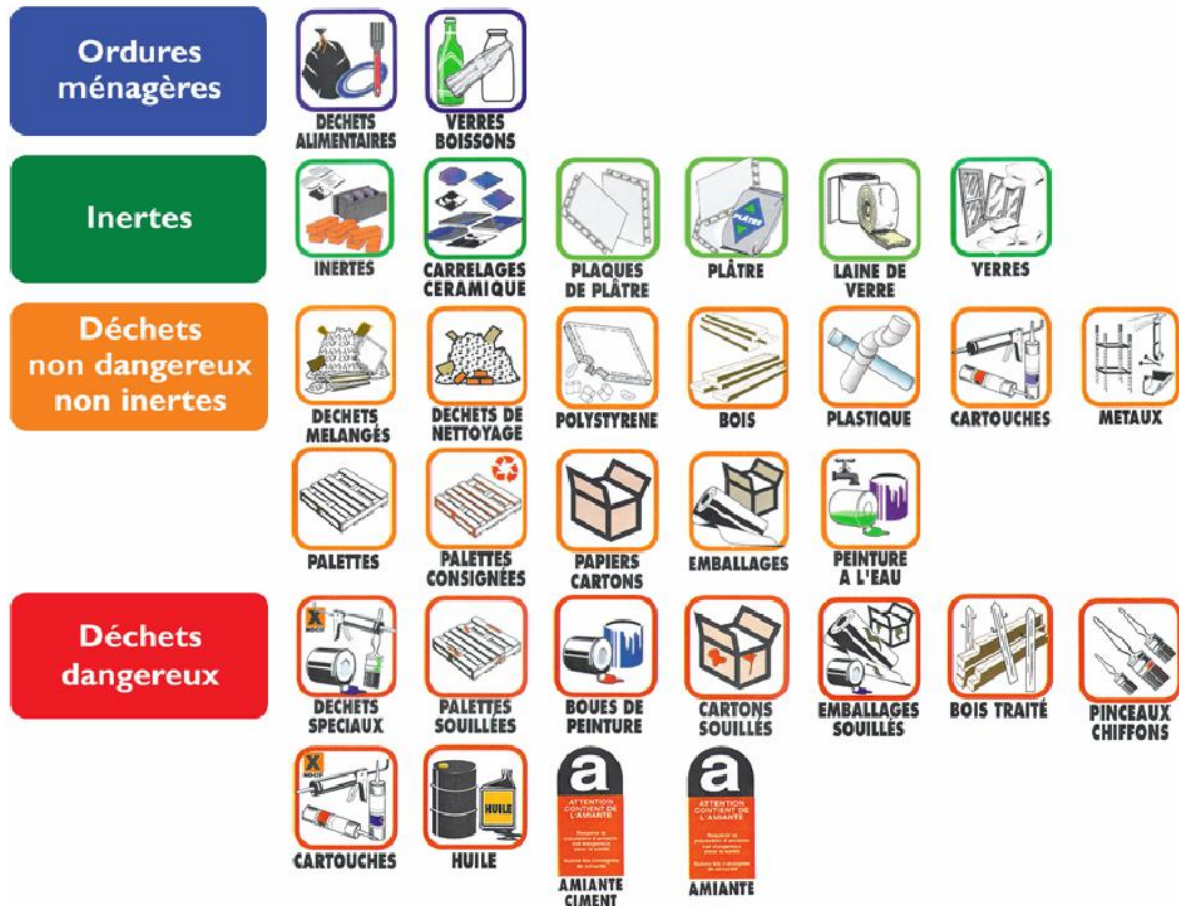
Ces déchets sont collectés sur tout le chantier et principalement dans la base vie. Un groupement, principal ou secondaire, doit être prévu, abrité, sur la base vie.

Tout déchet non répertorié plus haut devra être trié et porté dans la benne adaptée au type de déchet dont il fait partie (voir en Annexes les définitions rappelées dans le « Rappel de quelques notions utiles concernant les déchets » et les affiches proposées).

## **SIGNALETIQUE**

Le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* est responsable de la mise en place de la signalisation sur la plate-forme de regroupement des déchets et des affiches d'information à plusieurs endroits du chantier. Chaque benne, chaque contenant sera identifié par un pictogramme représentant les matériaux à déposer.

OTEIS fournira au Responsable Chantier à Faibles Nuisances, un support informatique comportant en format A4, les pictogrammes nécessaires au chantier ainsi qu'un modèle de bordereau de suivi des déchets inertes et des déchets industriels banals. Charge au Responsable Chantier à Faibles Nuisances de réaliser les éditions nécessaires.



Ces pictogrammes sont à porter sur les différentes bennes de collecte mises en place, afin de faciliter le repérage et le tri. Les pictogrammes présentant une meilleure qualité à des dimensions supérieures peuvent être obtenus auprès de la FFB (Fédération Française du Bâtiment).



## V. REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'EAU ET D'ENERGIE & BILAN DES EMISSIONS CO<sub>2</sub>

---

Un suivi des consommations d'eau, d'énergie et des émissions de CO<sub>2</sub> liées au transport des marchandises et du personnel devra être réalisé par le Responsable chantier faibles nuisances. Ce suivi devra être consigné dans un tableau de bord (Cf. section dédiée). Un relevé le vendredi soir et le lundi matin sera réalisé afin de pouvoir détecter d'éventuels fuites.

Les relevés seront mis à la disposition de l'ensemble des intervenants de l'entreprise et de la Maîtrise d'Œuvre.

Afin de limiter **les consommations d'eau**, les entreprises devront :

- Mettre en place des dispositions et moyens économes en eau (récupération des eaux de laitance après décantation, boutons poussoirs dans les baraquements, etc.). Une attitude citoyenne devra être adoptée par le personnel de chantier pour éviter les gaspillages d'eau.
- Réutiliser un maximum l'eau pour l'arrosage du chantier, afin d'éviter l'utilisation d'eau potable pour cet usage.
- Mettre en place des équipements hydro-économes dans les cantonnements
- Utiliser raisonnablement l'eau et fermer les robinets après usage (robinet général de chantier).
- Installer une horloge au départ de l'alimentation du chantier pour stopper l'alimentation de zones spécifiques.
- Installer des systèmes de comptage sectorisés pour la zone chantier, les bureaux de chantier et les baraquements de chantier (réfectoire, vestiaire, douche) et en assurer le suivi : Le suivi des consommations sera relevé chaque mois par le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances*. Un bilan mensuel des consommations sera fourni à la MOE et à OTEIS avec justification des anomalies constatées. Cette disposition vise à détecter une fuite ainsi qu'une surconsommation évitable. Elle est à la charge du *Responsable Chantier à Faibles Nuisances*. Les graphiques d'évolution des consommations seront affichés dans les cantonnements chaque mois afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à la limitation des consommations de ressources.

Afin de limiter **les consommations d'énergie liées aux activités de chantier**, Chaque entreprise devra :

- Mettre en place des dispositions (informer les équipes de chantier sur des bonnes pratiques à adopter) et des équipements présentant de faibles consommations d'énergie (lampes fluo compactes très haut rendement plutôt qu'à incandescence, minuterie chaque fois que possible, etc.).

- De manière générale, éteindre les lumières et le chauffage des locaux non occupés le soir et en fin de semaine,
- Mettre hors tension les équipements électriques inutilisés,
- Installer une horloge au départ de l'alimentation du chantier, pour programmer l'extinction d'entités spécifiques et ainsi réaliser des économies substantielles. Des thermostats seront installés sur les convecteurs pour limiter les surchauffes liées à l'utilisation des systèmes de chauffage d'appoint et réaliser des économies d'énergie. La fermeture des ouvrants et des portes des baraquements devra être contrôlée. La ventilation des pièces sera assurée par un système automatique et débrayable afin d'assurer le séchage rapide des tenues de chantier.
- Installer des systèmes de comptage sectorisés pour la zone chantier, les bureaux de chantier et les baraquements de chantier (réfectoire, vestiaire, douche) et en assurer le suivi : Un bilan mensuel des consommations sera fourni à la MOE et à OTEIS avec justification des anomalies constatées. Cette disposition vise à détecter un appareillage défectueux ainsi qu'une surconsommation évitable. Elle est à la charge du *Responsable Chantier à Faibles Nuisances*. Les graphiques d'évolution seront affichés mensuellement dans les cantonnements afin de sensibiliser le personnel. Les consommations en kWh devront également être affichées en kgeqCO<sub>2</sub> à l'aide des facteurs de conversion développés par ADEME.

Afin de limiter **les émissions de CO<sub>2</sub> liées aux transports**, Chaque entreprise devra :

- Mettre en place un relevé des livraisons sur le chantier. Différenciation entre livraison depuis la centrale à béton, livraison depuis chaque fournisseur du chantier, remplacement des bennes déchets
- Mettre en place d'un relevé des modes de transport des personnels venant sur le chantier, étude statistique à chaque étape du projet.
- Le suivi des émissions de CO<sub>2</sub> équivalentes liées aux transports sur ou depuis le site sera synthétisé chaque mois par le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* pour suivre les émissions de CO<sub>2</sub> liées aux transports, mais aussi pour optimiser l'efficacité des flux.
- Les filières de valorisation des déchets et les filières d'approvisionnement seront choisies pour leur proximité au site, en complément de leurs caractéristiques techniques.

## VII. DEMARCHES D'INFORMATION

---

### VII.1. INFORMATION ET RELATIONS AVEC LES RIVERAINS

Une information permanente sera affichée sur la démarche chantier propre aux emplacements indiqués par l'entreprise responsable du chantier faibles nuisances en ce qui concerne l'organisation du tri des déchets. Le planning des phases bruyantes sera aussi à prévoir. La mise en place d'une boîte aux lettres pour recueillir les éventuelles plaintes des riverains sera mise à disposition par *Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances*. La boîte sera installée à proximité de l'entrée des bureaux du chantier et portera la mention « BOITE A SUGGESTIONS », Le panneau de chantier permettra également de communiquer les coordonnées des intervenants du chantier.

La réponse aux plaintes doit être quasi-immédiate. Toute question, remarque ou plainte devra être immédiatement signalée à la MOE, et sera traitée dans la semaine qui suit son dépôt (48h pour les plaintes) par le Responsable Chantier faibles nuisances, et la réponse transmise à la MOE.

### VII.2. FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER

La sensibilisation du personnel de chantier est la condition nécessaire à la réussite d'un chantier faibles impacts.

Afin d'appliquer les obligations prévues dans cette opération, l'entreprise responsable du chantier faibles nuisances doit organiser à destination des autres entreprises du chantier une séance d'information au personnel et aux sous-traitants au démarrage des travaux, sur la gestion environnementale du chantier et sur les nouveaux modes opératoires en découlant. Le programme de cette formation sera établi en coordination avec *OTEIS*.

**Toutes les entreprises doivent donc :**

- Participation du chargé d'affaires de chaque entreprise et du chef de chantier, à la réunion d'information organisée par le présent lot et par la maîtrise d'œuvre.
- Organisation de séances d'information et de sensibilisation de leur propre personnel et des responsables des entreprises sous-traitantes
  - Une au moins au démarrage des travaux en présence du présent titulaire du lot
  - Une après fin du gros œuvre
  - Sur demande du maître d'ouvrage en fonction de l'évolution du tri sur site

Les objectifs de ces séances d'information et de sensibilisation seront les suivants :

- L'organisation d'un chantier à faibles nuisances,
- La définition des différents rôles,
- Les enjeux de la gestion des déchets,
- La réduction des déchets à la source,
- Le tri et le stockage des déchets sur le chantier,

- L'évacuation et l'élimination des déchets,
- La réduction des nuisances, etc.

Lors de la phase de préparation de chantier, chaque entreprise, en concertation avec toutes les entreprises du chantier et le responsable du présent lot, devra donc fournir un planning d'information et de formation.

Lors de cette formation, **un livret d'accueil**, élaboré par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances, et validé par OTEIS, sera remis au nouvel arrivant. Ce document reprendra l'essentiel des consignes environnementales visant au respect des exigences du présent document.

L'entreprise responsable du chantier faibles nuisances doit prévoir et expliciter dans son mémoire gestion des déchets de chantier :

- Les sujétions de formations et informations initiales.
- Des actions de « rafraîchissement » en cours de chantier pour que les acteurs du chantier (personnel et encadrement) s'approprient cette démarche.

Le présent lot doit définir formellement dans son offre comment elle va procéder pour que le personnel du chantier intègre que ce tri n'est pas simplement une contrainte supplémentaire au métier difficile qu'est le chantier mais qu'il contribue à limiter l'impact environnemental du projet.

## VIII. RAPPEL SUR LES MATERIAUX

---

### Produits dangereux

En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par la fiche de données de sécurité (FDS), les produits devront être classés et étiquetés conformément :

Soit au système de classement de la CEE (Directive 67/548, 6<sup>ème</sup> amendement) ;

Soit au système en vigueur en France (arrêtés du 10 octobre 1983 et modificatifs et arrêté du 21 février 1990 modifié).

Sauf cas exceptionnel et dûment justifié à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage, l'utilisation de produits étiquetés avec l'un des classements suivants sera interdite :

- R20 à R29, R31 à R33, R40, R45 à R49 des phases R de la CEE,
- Xn (nocif), T (toxique), et T+ (très toxique) dans la réglementation française

Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les occupants.

La fiche de données de sécurité de chaque produit dangereux entrant sur le chantier sera fournie par l'entreprise au Référent Environnement Chantier et archivée par lui pour être conservée en permanence sur le chantier : les fabricants sont tenus de la fournir à l'entreprise.

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, les entreprises devront prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions, et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, et prendre les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatiles) doivent afficher leurs teneurs (décret n° 2006-623). Ils seront stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L'accès du local sera restreint aux seules personnes concernées. Un ensemble de récipients sera mis à disposition pour recueillir les produits conservés. Ils seront traités comme déchets dangereux.

## IX. TABLEAUX DE BORD A CONSTITUER PAR LE RESPONSABLE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

---

Tout au long de la phase chantier, le *Responsable Chantier à Faibles Nuisances* aura la responsabilité de constituer et de tenir à jour les tableaux de bord suivants. Les données devront être présentées à OTEIS de façon **mensuelle**, les tableaux seront fournis accompagnés de diagrammes montrant l'évolution des indicateurs dans le temps (courbe), la part relative des données traitées (type « camembert » pour les volumes de déchets par type par exemple), etc.

- **Tableau de bord : Gestion des déchets (planning prévisionnel, puis enregistrements)**
  - Date d'enlèvement de chaque benne, quantité (poids, volume)
  - Nature des déchets (DI, DIB, mélange, DIS, etc.)
  - Lieu d'enfouissement, de valorisation ou de traitement
  - Type et taux de valorisation par type de déchet
  - Cumul pour chaque type de déchet
  - Type et nombre de camions nécessaires (planification)
  - Personnel nécessaire (planification)
  
- **Tableau de bord : Suivi des nuisances et pollutions**
  - Date de la nuisance ou pollution
  - Relevé des plaintes de riverains, délai de réponse et cumul par type
  - Type de nuisance ou pollution
  - Entreprise concernée
  - Disposition corrective mise en œuvre
  - Date des fiches d'autocontrôle, et d'action corrective
  
- **Tableau de bord : Consommations en eau et en énergie**
  - Relevés d'énergie et d'eau pour le chantier
  - Identification de fuites ou problèmes éventuels, actions correctives

- **Tableau de bord : Transport de marchandises**

- Contrôle et enregistrement des rotations :
  - par mode de transport, provenances et destinations des véhicules de collecte et de livraison
  - nombre de trajets identiques (mode de transport et itinéraire)
  - nombre de km effectués par livraison / collecte
- Définition d'objectifs et comparaison mensuelle des relevés aux objectifs, actions correctives

- **Tableau de bord des matériaux**

- Type de fiche disponible (FDES, AT, Fiche de sécurité, etc.)
- Label ou certification du produit
- Critère environnemental de choix du produit
- Surfaces
- Localisation

## **X. POINTS SPECIFIQUES DES DEMARCHES DE CERTIFICATION**

---

OTEIS effectuera des visites tous les 1.5 mois sur le site, afin de vérifier le respect de la charte chantier à faible impact environnemental, en particulier le tri des déchets. Chaque visite donne lieu à un reportage photographique accompagné d'un compte-rendu, que la MOE sera chargée de diffuser.

Le choix des matériaux, les fiches modificatives d'études ainsi que les fiches techniques des équipements et produits rentrant dans le cadre de la certification sont soumis à validation d'OTEIS.

La démarche HQE en phase chantier requiert également un suivi rigoureux de l'application des exigences définies dans le dossier marché. Ainsi les entreprises veilleront particulièrement à l'impact environnemental du choix des procédés de déconstruction utilisés, des matériaux, ainsi que des produits utilisés sur le site. Ces choix se feront à l'aide des informations environnementales fournies dans les fiches fournisseurs. Si de telles fiches se révèlent incomplètes selon les critères HQE ou inexistantes, l'entreprise effectuera la démarche de recherche d'information auprès de son fournisseur. Les entreprises sous-traitantes éventuelles sont également soumises à ces obligations. Une liste de «maîtrise des matériaux» sera établie par OTEIS, répertoriant les éléments de compréhension indispensables, à fournir.

Enfin, des fiches de non-conformité seront mises en place et remplies par *Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances* en cas d'incident environnemental.

## **XI. PENALITES ET VISA DE LA CHARTE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES**

---

En cas de manquement de l'entreprise aux règles établies dans la présente charte, il lui sera appliqué à chaque infraction avérée les pénalités financières suivantes :

Une pénalité forfaitaire de 1500 € HT sera appliquée dans les cas suivants :

- Brûlage ou enfouissement de déchets sur le chantier,

Une pénalité forfaitaire de 500 € HT sera appliquée dans les cas suivants :

- Absence au réunion de présentation / Information chantier faibles nuisances
- Non-respect des horaires de chantier ou des horaires de livraisons

Une pénalité forfaitaire de 200 € HT sera appliquée dans les cas suivants :

- Stationnement d'attente des camions sur la voirie
- Stationnement des véhicules du personnel de chantier en dehors de la zone définie par le plan d'installation de chantier.
- Moteur des camions non mis à l'arrêt lors des livraisons ou des chargements
- Tri sélectif des déchets non respecté (par constat),
- Fiche transport non ou mal renseignée, ou non signée du récepteur de la livraison (pénalité par fiche),
- Chantier non propre,
- Non-lavage des véhicules sortant du chantier sur l'aire prévue à cet effet.
- Non transmission des fiches de données environnementales demandées, avant leur mise en œuvre

Les seules personnes habilitées à relever les infractions font partie de la maîtrise d'œuvre.

Les pénalités définies dans ce chapitre ne sont pas exclusives des autres pénalités, des préjudices éventuels subis par le maître d'ouvrage, et amendes de police.

En cas de constatation de faillite de la ou les entreprise(s) sur le respect de ces exigences environnementales, la maîtrise d'œuvre se réserve le droit après mise en demeure adressée par

RAR, de se substituer à la ou les entreprise(s) et de mandater aux frais de l'entreprise défaillante, un intervenant extérieur. Cette mention concerne tout particulièrement le tri, la collecte des déchets et l'archivage des Bordereaux de Suivi des Déchets.

## XII. ANNEXES

---

### XII.1. NOTIONS UTILES CONCERNANT LES DECHETS

Il n'existe pas de textes spécifiques relatifs aux déchets de chantier, ni de classification officielle. Une partie des déchets de chantier est constituée de déchets assimilés aux déchets ménagers (DIB), une autre aux déchets industriels spéciaux (DIS). La plus grosse part est faite de déchets inertes (DI).

Concernant la mise en décharge, ces déchets relèvent, en général, de trois types de centres d'enfouissement répondant au classement suivant :

- Classe I pour les DIS ;
- Classe II pour les DIB ;
- Classe III pour les déchets inertes.

L'arrêté du 18 décembre 1992, modifié le 18 février 1994, fixe les conditions techniques d'exploitation des CET de classe I. Les installations de classe II sont réglementées par l'Instruction technique du 11 mars 1987 et dépendent de l'arrêté du 9 septembre 1997. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002, ces trois classes d'installation n'acceptent (en principe) plus que des déchets ultimes, conformément à l'application de la Directive Européenne du 26 avril 1999 relative à la mise en décharge des déchets.

**DECHET** : Est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

- **DECHET ULTIME** : Est ultime tout déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.
- **DECHETS INERTES** : Ce sont les déchets solides, minéraux, non susceptibles d'évolution physico-chimique ou biologique. Ils ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. Ce sont donc des déchets à potentiel polluant pratiquement nul, non réactifs, non évolutifs, non ou peu solubles. Leurs traitements possibles sont les suivants :
  - Valorisation par recyclage avec ou sans traitement
  - Stockage en centre de classe III
- **DECHETS NON DANGEREUX** (ou DIB-déchets industriels banals) : Ce sont les déchets «non inertes et non dangereux». Ils présentent les caractéristiques physico-chimiques assimilables aux déchets ménagers et font donc l'objet des mêmes procédés de traitement que les DMA (déchets ménagers et assimilés), c'est à dire :



- Valorisation par recyclage, sinon incinération
- Stockage en centre de classe II (juillet 2002 : stockage uniquement des banals ultimes)
- Déchets d'emballage : Réglementation spécifique => stockage interdit, valorisation obligatoire.
- **DECHETS DANGEREUX** : Ce sont des déchets potentiellement générateurs de nuisances, toxiques et qui doivent faire l'objet de précautions particulières pour leur élimination. Certains, telle l'amiante, sont soumis à des contrôles et réglementations spécifiques. Ils peuvent être des déchets organiques, des déchets minéraux liquides ou des déchets minéraux solides. Les solutions :
  - Collecte via les professionnels et centres de traitement ;
  - Stockage des ultimes en centre de classe I ou spécifique (amiante, par exemple).

## XII.2. RECAPITULATIF : TYPE DECHETS / FILIERES D'ELIMINATION

### Les déchets inertes (DI)

Déchets de matériaux de construction	TYPE D'ÉLIMINATION
Béton, briques, tuiles et céramiques (et bétons revêtus de colles amiantées)	Décharge de classe 3 ou recyclage
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques (ne contenant pas de substances dangereuses)	
Verre (ne contenant pas de substances dangereuses)	
Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudrons	
Terres et cailloux, boues de dragage et ballast de voie (ne contenant pas de substances dangereuses)	
Matériaux minéraux d'isolation : laine de verre, de roche et de laitier, verre expansé	Décharge de classe 3 (en alvéole spécifique) ou recyclage
Matériaux de construction à base de gypse (ne contenant pas de substances dangereuses) : carreaux de plâtre, plaques de plâtre, enduit plâtre	
Déchets de construction et de démolition en mélange ne contenant pas de substances dangereuses et ne contenant que des déchets minéraux	Décharge de classe 3 ou recyclage

## Les déchets non dangereux et non inertes (ou Déchets Industriels Banals - DIB)

Déchets de matériaux de construction	TYPE D'ÉLIMINATION
Bois (non traités)	Décharge de classe 2 ou valorisation énergétique
Matières plastiques (ne contenant pas de substances dangereuses) : menuiseries, revêtements de sol et canalisations PVC, emballages non souillés	Décharge de classe 2 ou recyclage
Métaux (y compris leurs alliages) : cuivre, bronze, laiton, aluminium, plomb, zinc, fer, acier, étain, métaux en mélange et câbles ne contenant pas de substances dangereuses	
Matériaux non minéraux d'isolation ne contenant ni amiante ni substances dangereuses : polystyrène expansé, polyuréthane	
Déchets de construction et de démolition en mélange avec des déchets non minéraux, ne contenant pas de substances dangereuses	Décharge de classe 2 ou recyclage, après tri
<b>Produits de revêtement (peintures, vernis)</b>	
Déchets de peintures et vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	Décharge de classe 2, après séchage ou incinération
Boues provenant de peintures ou vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis, ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Déchets de produits de revêtement en poudre	
Déchets de colles et mastics ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Boues de colles et mastics ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics sans solvants organiques et sans substances dangereuses	
<b>Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants</b>	
Emballages en papier/carton, en matières plastiques, en bois, métalliques, composites, en verre, textiles et emballages en mélange (ne contenant pas de substances dangereuses)	Recyclage ou incinération avec récupération d'énergie (décharge interdite)
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection non contaminés par des substances dangereuses	Décharge de classe 2 ou incinération
<b>Piles et accumulateurs</b>	
Piles alcalines sans mercure et piles et accumulateurs sans plomb, sans nickel, sans cadmium	Recyclage ou incinération

### Les déchets dangereux (DD) (Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002)

Déchets de matériaux de construction	TYPE D'ÉLIMINATION
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses	Décharge de classe I
Verres contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances	ou recyclage, après décontamination
Bois contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances : traités à la créosote ou aux CCA (Cuirre - Chrome - Arsenic) ou revêtus de peinture au plomb	Incinération (Incinérateurs pour DD)
Mélanges bitumineux contenant du goudron	Décharge de classe I
Goudrons et produits goudronnés	
Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses	Décharge de classe I
Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses	ou recyclage, après décontamination
Terres, cailloux, boues de dragage, ballast de voie contenant des substances dangereuses (terres polluées)	
Matériaux d'isolation contenant de l'amiante	Décharge de classe I ou vitrification
Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses	Décharge de classe I
Matériaux de construction contenant de l'amiante	Alvéoles spécifiques de classe I, 2 ou 3
Matériaux de construction à base de gypse (plâtre) contaminés par des substances dangereuses	
Déchets de construction et de démolition contenant des polychlorobiphényles - PCB (par ex mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB) ou du mercure	Décharge de classe I
Déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	ou recyclage, après décontamination
<b>Produits de revêtement (peintures, vernis)</b>	
Déchets et boues provenant de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses (peintures au plomb) - Déchets de décapants de peintures ou vernis	Décharge de classe I,
Déchets et boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	après stabilisation
Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	ou incinérateurs pour DD
Déchets d'isocyanates	
<b>Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants</b>	
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ou emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (amiante par exemple), y compris des conteneurs à pression vides	Décharge de classe I
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	ou incinérateurs pour DD
<b>Déchets des produits de protection du bois</b>	ou recyclage, après décontamination
Composés organiques non halogénés, composés organochlorés, organométalliques, inorganiques et autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses	Décharge de classe I
<b>Huiles et combustibles liquides usagés</b>	ou incinérateurs pour DD
Huiles hydrauliques usagées, huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés	Décharge de classe I
Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées	ou incinérateurs pour DD
<b>Déchets provenant d'équipements électriques et électroniques</b>	
Transformateurs et accumulateurs contenant des PCB et autres équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances ou des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC ou de l'amiante libre ou des composants dangereux	Recyclage, après décontamination
Composants dangereux retirés des équipements mis au rebut	Décharge de classe I
<b>Déchets d'explosifs</b>	
Déchets d'explosifs (autres que munitions et feux d'artifice)	Retour fabricant
<b>Piles et accumulateurs</b>	
Accumulateurs au plomb, Ni-Cd, piles contenant du mercure	Recyclage
Électrolytes de piles et accumulateurs collectés séparément	ou incinérateurs pour DD
<b>Déchets assimilés aux déchets municipaux</b>	
Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Recyclage, après décontamination
	ou incinérateurs pour DD,

## XII.3. MODELE DE FICHE D'ACCEPTATION PRODUIT

FICHE D'ACCEPTATION DE PRODUIT				NOM ENTREPRISE	
CHANTIER		N°		Lot :	
DESCRIPTION DU PRODUIT				Fiche n° :	
Désignation / Dénomination :		Indiqué au marché	Modification demandée par :	Proposition entreprise	<b>FOURNISSEURS:</b>
					Nom:
					Adresse
					Lieu de fabrication du produit fini: (provenance éventuelle)
Destination / Localisation :					Observations:
Marque :					
Référence :					
Dimensions :					
Couleur :					
Norme qualité :					Entretien :
Label environnemental :					
Durée de vie :					
<b>CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES</b>					
<b>Analyse du Cycle de Vie</b>		Infos Oui / Non		Description	
à la fabrication					
à la démolition				Analyse Qualité Santé	
<b>Risques pour l'environnement et la santé pendant la vie du bâtiment</b>					
Préoccupation		Infos Oui / Non		Description	
<b>Risques chimiques</b>				Normes de référence	
Composés Organiques Volatiles (COV)				directive EU 89/106	
Formaldéhyde				NF ENV 13419-1,2,3	
Autres émissions chimiques				ISO 16000-6-2	
				NF ISO 16000-3	
<b>Risques olfactifs</b>				NF X43-101 à 104	
Emissions d'odeurs				EN 13725	
<b>Risques bactériens et fongiques</b>				NF EN ISO 846	
Bactériens		B- B+ B+		NF V18-112	
Fongiques		F- F+ F+			

## XII.4. BORDEREAU TYPE DE SUIVI DE DECHETS

Ministère chargé de l'Environnement

Arrêté du 4-1-85 (J.O. du 16-2-85)



N° 07 0320

### BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INDUSTRIELS

<b>1 PRODUCTEUR</b>		N° SIRET :	
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :	
ADRESSE, TÉLÉPHONE, TÉLEX :			
DÉSIGNATION DU DÉCHET :	CODE NOMENCLATURE C A	AU TITRE DU R.T.M.D.	
		MATIÈRE D'ASSIMILATION :	N° DE GROUPE
CONSISTANCE DU DÉCHET :	<input type="checkbox"/> SOLIDE	<input type="checkbox"/> BOUES	<input type="checkbox"/> LIQUIDE
TRANSPORT :	<input type="checkbox"/> BENNE	<input type="checkbox"/> CITERNE	<input type="checkbox"/> FÛTS NBRE : <input type="checkbox"/> AUTRE PRÉCISEZ :
- MODE D'ÉLIMINATION FINALE : - INSTALLATION : - ADRESSE - TÉLÉPHONE :		N° DE CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE :	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus, que les matières sont admises au transport selon les dispositions du règlement pour le transport des matières dangereuses du 15.04.45, et que notamment les conditions exigées pour le conditionnement et l'emballage ont été remplies. Signature :		DATE DE REMISE AU TRANSPORT :	
		QUANTITÉ REMISE AU TRANSPORT : TONNE	

<b>2 COLLECTEUR-TRANSPORTEUR</b>		N° SIRET :	
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :	
ADRESSE, TÉLÉPHONE, TÉLEX :			
STOCKAGE <input type="checkbox"/> OUI Lieu de stockage <input type="checkbox"/> NON	Avez-vous communiqué des informations ci-dessus, Signature :	DATE DE REMISE À L'ÉLIMINATEUR :	
		QUANTITÉ TRANSPORTÉE : TONNE	

<b>3 DESTINATAIRE</b>		N° SIRET :	
DÉNOMINATION		RESPONSABLE :	
ADRESSE :		CODE FILIÈRE A.F.B. :	
TÉLÉPHONE :			
TÉLEX :			
OPÉRATION SUR LE DÉCHET :		<input type="checkbox"/> PRÉTRAITEMENT <input type="checkbox"/> REGROUPEMENT <input type="checkbox"/> AUTRE PRÉCISEZ	
<input type="checkbox"/> VALORISATION <input type="checkbox"/> INCINÉRATION <input type="checkbox"/> DÉTOXICATION <input type="checkbox"/> MISE EN DÉCHARGE			
EN CAS DE REGROUPEMENT INDIQUEZ LE N° DE CUVE ET LA DESTINATION FINALE DU DÉCHET :			
EN CAS DE PRÉTRAITEMENT :			
- DESCRIPTION DU PRÉTRAITEMENT :		- DESTINATION FINALE DU DÉCHET	
REFUS DE PRISE EN CHARGE LE :	Signature :	DÉCHETS PRIS EN CHARGE LE :	
MOTIFS :		QUANTITÉ REÇUE : TONNE	

Sont punies d'amendes ou d'emprisonnement toutes fausses déclarations. Articles 8 et 24 - 3° de la Loi N° 75-633 du 15-7-75

Utilisation des feuillets : n° 1 A conserver par le producteur - n° 2 A conserver par le collecteur-transporteur - n° 3 et 4 A conserver par le destinataire des déchets - n° 5 A retourner au producteur

## XII.5. SIGNATURE DE LA CHARTE DE CHANTIER

### CHARTe DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

#### OPÉRATION CH LES ANDELYS

ENTREPRISE	
Raison Sociale de l'Entreprise	
Adresse	
Téléphone	
Fax	
Responsable	

Ayant signé un marché de travaux en date :

S'engage à respecter les réglementations en vigueur et la présente « Charte de chantier à faibles nuisances ».

A .....

Le .....

Signature et Cachet

## XII.6. HQE : CIBLE 3 : CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTALE

### 3.1. Maitrise de l'impact sanitaire

REFERENTIEL					EVALUATION	Etat de la préoccupation	
Préoccupation	Caractéristique	Critère	Niveau	Points en TP	Justification	Niveau	Points en TP
3.1.1. Evaluation du risque infectieux suivant la nature des travaux	Identification du risque sanitaire.	Dispositions justifiées et satisfaisantes (1)	B		L'Hôpital Saint-Jacques a décidé de lancer la reconstruction totale de son établissement sur un nouveau terrain.Pas de risque sanitaire identifié	B	
3.1.2. Limiter les risques sanitaires	Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de maîtriser les risques sanitaires.	Dispositions justifiées et cohérentes avec l'importance du risque évalué (1) (2)	B		La charte de chantier prescrit les éléments suivants : - Propreté de la voie publique aux abords du chantier ; - Nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès ; - Nettoyage des roues de camion avant leur sortie du chantier ; - Les voies de circulation et d'accès extérieures seront humidifiées, lorsque cela est nécessaire afin d'éviter la poussière. Ces voies seront nettoyées régulièrement afin de faciliter la circulation. - Les matériaux stockés seront empilés et couverts	B	
3.1.2. S'assurer de l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques sanitaires	Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de contrôler la mise en œuvre des mesures et l'efficacité du dispositif	Dispositions justifiées et satisfaisantes (3)	B		Exemple de dispistions demandées : Charte Chantier vert Chaque entreprise pour son lot respectif s'engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental. Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances collecte les remarques émanant de personnes extérieures au chantier et veillera à ce que les réclamations soient limitées.	B	

### 3.2. Optimisation de la gestion des déchets de chantier

REFERENTIEL					EVALUATION		Etat de la préoccupation	
Préoccupation	Caractéristique	Critère	Niveau	Points en TP	Justification	Niveau	Points en TP	
3.2.1. Optimiser la production de déchets de chantier	<b>En construction :</b> Dispositions prises pour réduire la production de déchets à la source <b>En déconstruction préalable :</b> Dispositions prises pour optimiser le degré de déconstruction <b>En déconstruction/réhabilitation :</b> Identification des déchets à risques (DD et déchets des zones à risques infectieux) et dispositions prises pour assurer leur élimination dans le respect de la réglementation.	Dispositions justifiées et satisfaisantes (1) (2)	B		Pas de déconstruction préalable . La charte de chantier prescrit plusieurs éléments : p.18  Avant de débiter les travaux de construction, un diagnostic complet des déchets à évacuer devra être réalisé, et la stratégie de valorisation définie. En effet, les objectifs de l'opération en termes de valorisation des déchets sont ambitieux, l'anticipation est donc nécessaire à leur atteinte.	B		
3.2.2. S'assurer de la destination de tous les déchets	Traçabilité à travers le % minimum de bordereaux de suivi récupérés (6)	100% pour les déchets réglementés(6) (7) ≥ 10% pour les déchets non réglementés	P		Il y aura 100 % de Bordereau de Suivi des Déchets pour tous les déchets réglementés	P		
		≥ 50% pour les déchets non réglementés	TP		Il y aura 100 % de Bordereau de Suivi des Déchets pour tous les déchets non réglementés	TP		
3.2.3. Valoriser au mieux les déchets en adéquation avec les filières locales existantes (3)	% minimum de déchets valorisés – ne sont comptabilisés que les déchets pour lesquels des filières locales de valorisation sont existantes (par rapport à la masse totale des déchets générés) (4)	50% minimum de déchets de chantier valorisés Dispositions justifiées et satisfaisantes (5)	B		Une valorisation par recyclage ou récupération (« valorisation matière ») sera effectué pour plus de 50% en masse des déchets (par rapport à la masse totale de déchets générés). Voir Charte Chantier ver : p18	B		
		60% minimum de déchets de chantier valorisés Dispositions justifiées et satisfaisantes (5)	P		Un maximum de déchets sera valorisé l'engagement est fixé à 50%			
		75% minimum de déchets de chantier valorisés Dispositions justifiées et satisfaisantes (5)	TP		Un maximum de déchets sera valorisé l'engagement est fixé à 50%			



3.3. Réduction des nuisances, pollutions et consommations de ressources engendrées par le chantier							
REFERENTIEL					EVALUATION	Etat de la préoccupation	
Préoccupation	Caractéristique	Critère	Niveau	Points en TP	Justification	Niveau	Points en TP
3.3.1. Limiter les nuisances	Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de limiter les nuisances du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• nuisances acoustiques</li> <li>• nuisances visuelles</li> <li>• nuisances dues au trafic des véhicules</li> <li>• nuisances dues à la poussière, à la boue, aux laitances de béton</li> </ul>	Dispositions justifiées et satisfaisantes (1)	B		L'entreprise devra respecter les prescriptions suivantes définie dans les pièces suivantes : Nuisance Acoustique : Charte Chantier vert (p14). Nuisances Visuelles : Charte Chantier vert (p15). Nuisances dues au trafic : Charte Chantier vert (p15). Nuisances dues a la poussiere, boue et aux laitances : Charte Chantier vert (p17)	B	
3.3.2. Limiter les pollutions	Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de limiter les pollutions engendrées par le chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pollution du sol et du sous-sol</li> <li>• pollution de l'eau</li> <li>• pollution de l'air (incluant odeurs)</li> </ul>	Dispositions justifiées et satisfaisantes (2)	B		L'entreprise devra respecter les prescriptions définie dans les pièces suivantes : Pollution Sol/Sous-Sol : Charte Chantier vert (p16).	B	
3.3.3. Limiter les consommations de ressources	Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de limiter les consommations de ressources engendrées par le chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• consommation d'eau</li> <li>• consommation d'énergie</li> </ul>	Dispositions justifiées et satisfaisantes (3)	B		L'entreprise devra respecter les prescriptions suivantes définie dans les pièces suivantes : Charte Chantier vert (p7).	B	